

Dans l'Égypte postrévolutionnaire, un nouveau mouvement féministe a vu le jour autour de la violence sexuelle comme moyen d'aborder d'autres dimensions de la discrimination de genre.

Hind Ahmed Zaki, professeure adjointe de Sciences politiques et de Littérature, culture et langue à l'Université du Connecticut.

TRANSGRESSER LES LIMITES SEXUELLES ET POLITIQUES

Rasha Azab est restée défiante et souriante, tandis que des dizaines de femmes qui la soutiennent l'entouraient lors d'une marche improvisée alors qu'elle se rendait au bureau du procureur d'Al Basatin, au Caire, le 26 février 2022. Azab, célèbre activiste politique, journaliste et écrivaine, avait été convoquée au bureau du procureur, accusée par le réalisateur Islam el Azzazi de « diffamation », « calomnie » et « harcèlement ». Mais le véritable crime d'Azab était simplement d'avoir exprimé sa solidarité avec les victimes d'agressions sexuelles qui ont dénoncé, il y a un an, le réalisateur El Azzazi pour de graves délits d'agression et de viol. Azzab n'a pas été la seule à exprimer sa solidarité, en partageant sur les réseaux sociaux les histoires des trois femmes anonymes qui ont accusé El Azzazi de les avoir agressées : de nombreuses activistes ont non seulement accompagné Rasha au procès, mais se sont également portées volontaires pour être témoins dans l'affaire. De plus, des centaines de femmes, en Égypte et dans le reste du monde arabe, ont signé des pétitions en ligne exprimant leur solidarité avec les victimes et ceux qui les accompagnent.

LE CONTRE-PUBLIC FÉMINISTE

Mais les crimes d' El Azzazi n'auraient pas pu être révélés sans un mouvement en ligne croissant contre la violence sexuelle, qui trouve ses racines dans la mobilisation plus large autour des droits des femmes dans le cadre du soulèvement de 2011, qui a renversé le régime autoritaire de Hosni Moubarak, en place depuis 30 ans. Malgré le glissement progressif de l'Égypte vers la dicta-

ture militaire depuis le coup d'État de 2013 qui a porté au pouvoir l'actuel président Abdel Fattah Al Sissi, et malgré l'écrasement implacable de presque toutes les formes d'opposition au régime, le mouvement contre la violence sexuelle continue de se renforcer. Bien qu'il n'ait cessé de croître au cours de la dernière décennie, il avait à peine attiré l'attention des analystes politiques et sociaux sur l'Égypte, d'une manière inquiétante similaire au mouvement mondial #MeToo aux États-Unis, qui a été lancé principalement par des femmes de couleur en 2006, mais n'a pris de l'ampleur que lorsqu'un groupe de stars hollywoodiennes s'est attaqué au producteur méga-puissant Harvey Weinstein en 2017. Le mouvement contre la violence sexuelle en Égypte n'a pas fait l'objet d'une attention immédiate dans les années qui ont suivi la défaite du soulèvement de 2011, mais il a produit un important débat public et un mouvement de contestation autour des rôles de genre dans les sphères publique et privée, soulevant un certain nombre de questions jusque-là taboues dans le contexte du débat public dominant en Égypte. Ces questions comprennent le consentement sexuel, la justice de genre générale et transformatrice, et le traitement des plaintes pour violence de genre au travail, à la maison ou dans la rue. À l'instar de ce que Nancy Fraser a appelé un « contre-public subalterne », les groupes féministes *millennial* du monde entier ont vu le jour sur Internet ces dernières années, créant de nouveaux contre-publics qui cherchent à résister à l'exclusion historique des débats féministes sur l'autonomie corporelle et la sexualité (Fraser 1990 : 58). Utilisant la violence sexuelle comme principal outil



Des Égyptiens participent à une manifestation contre le harcèlement sexuel au Caire, en Égypte, le 14 juin 2014. /AHMED ISMAIL/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

discursif, ces espaces en ligne fournissent des contre-publics concurrents, qui cherchent à surmonter l'exclusion des femmes et des sujets non binaires et à introduire des pratiques de base de solidarité entre eux.

L'une de ces plateformes en ligne, créée en 2020, est « El Modawana: Daftar Hekayat », un blog féministe qui publie régulièrement des témoignages de première main de victimes de violence sexuelle, où les hommes accusés sont identifiés par leurs initiales, tandis que les femmes bénéficient de la sécurité que procure l'anonymat ; une pratique féministe visant à offrir aux victimes un espace sûr pour s'exprimer. C'est sur ce blog « Daftar Hekayat » que trois femmes anonymes ont publié leurs témoignages accusant El Azzazi, où elles racontent divers incidents d'agression sexuelle, de viol et de harcèlement. Au cours de l'été et de l'automne 2020, la diffusion de ces témoignages sur les réseaux sociaux a eu un tel impact, qu'elle a provoqué de nombreuses réactions dans les milieux du cinéma égyptien, notamment une déclaration officielle du Festival international du film du Caire, indiquant que le comité d'organisation s'engage à appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard de la violence de genre et que le long métrage d'El Azzazi serait disqualifié de la compétition officielle, si les allégations à son encontre s'avéraient vraies. En réponse, El Azzazi a intenté une série de procès pour diffamation

contre plusieurs activistes, qui s'étaient publiquement exprimées contre lui, ce qui a conduit au procès d'Azab.

LA VIOLENCE DE GENRE COMME REVENDICATION

L'affaire Islam el Azzazi représente le dernier incident en date d'une mobilisation féministe en cours en Égypte, qui s'est rassemblée autour de la violence sexuelle. Si le mouvement a commencé dans le cadre de la vague de mobilisation plus large qui a accompagné le soulèvement de 2011 et ses conséquences, il a progressivement acquis une vie propre. Si les femmes ont été au centre de différentes formes de mobilisation politique en Égypte pendant les soulèvements, des manifestations aux élections, elles ont également payé le prix le plus élevé pour leur participation. La militarisation croissante, la montée du fondamentalisme islamique et la détérioration des conditions de sécurité, ont eu pour effet de politiser davantage le corps des femmes, en public et en privé. Ceci, à son tour, a conduit à une augmentation progressive des niveaux de violence de genre depuis 2011, que ce soit aux mains de l'État ou d'acteurs privés, comme l'ont montré les rapports des mouvements indépendants de défense des droits des femmes (Rapport FIDH 2015). Mais la relation entre les héritages de la révolution et le féminisme en Égypte est loin d'être simple. Nombre de celles qui se sont mobilisées autour des questions de violence sexuelle pendant et après le soulèvement, ont été déçues par ce qu'elles ont perçu comme une trahison des préoccupations des femmes par le secteur révolutionnaire, au sens large. Cette situation, associée à une conscience féministe croissante parmi un plus grand

La militarisation, la montée du fondamentalisme islamique et la dégradation de la sécurité ont eu pour effet de politiser davantage le corps des femmes

nombre de jeunes femmes dans tout le spectre social et politique, a conduit beaucoup d'entre elles à se mobiliser autour de la question clé de la violence sexuelle comme moyen de s'attaquer également à d'autres dimensions de la discrimination de genre en Égypte.

Plusieurs groupes féministes ont lancé de grandes campagnes politiques et d'opinion publique, aussi bien dans des espaces réels que virtuels, soulevant d'importants débats sur la sexualité des femmes et leur droit à l'indépendance, à la mobilité et à l'autonomie corporelle. Ces campagnes ont eu une grande portée et ne sont pas limitées aux femmes de la classe moyenne, éduquées ou occidentalisées, mais ont touché des femmes de tous les milieux et de toutes les classes. Ainsi, malgré la défaite du soulèvement et le retour au régime militaire en 2013, le mouvement a réussi à forcer l'État à agir pour la première fois, en publiant en 2014, un amendement juridique pour lutter contre les délits de harcèlement sexuel. Historiquement, c'est la première fois que des formes publiques de violence sexuelle ont été définies dans le Code pénal, notamment en définissant ce qu'implique le harcèlement/agression sexuels (articles 306 (a) et 306 (b) du Code pénal égyptien de 2014). Bien que de nombreuses personnes aient critiqué cette loi comme étant inadéquate, elle a représenté un jalon juridique.

Peut-être bien plus important que les avancées juridiques limitées, le mouvement contre le harcèlement sexuel dans l'Égypte post-révolutionnaire a réussi à changer le discours public général sur la violence de genre. En créant une conscience collective de la double nature du problème de la violence de genre, et de la façon dont elle se produit en marge de l'État et de la société, elles ont réussi à placer les formes publiques de violence de genre sur l'agenda public. Les femmes se sont connectées en ligne et ont témoigné de harcèlement et d'abus de la part de leurs maris, pères, frères, petits amis, mais aussi de leurs supérieurs hiérarchiques au travail, de policiers lors de leur détention, d'avocats et de fonctionnaires chargés de leur dossier, et d'inconnus dans la rue. Au cours de cette vague d'activisme féministe, les frontières imaginaires entre l'État et la société, qui sont souvent exagérées pour fournir des récits simplistes axés sur la persécution des femmes pour des raisons politiques ou sur les « racines culturelles » de la violence de genre, sans examiner la relation complexe entre les deux, ont été sérieusement examinées. Dans toute la région (et pas seulement en Égypte), les féministes réévaluent cette relation complexe, se mobilisant de diverses manières pour combattre la matrice de la

violence directe de l'État et de la société et les réseaux de complaisance à l'égard des nombreuses formes de violence de genre, auxquelles les femmes sont confrontées quotidiennement.

Du jour au lendemain, plusieurs affaires très médiatisées ont fait sensation sur les réseaux sociaux, encourageant davantage de femmes à s'élever contre les racines structurelles de la violence de genre et l'immunité juridique, sociale et politique accordée aux agresseurs de tous horizons. Les exemples vont de l'affaire des étudiantes de la classe supérieure de l'Université américaine du Caire qui ont dénoncé un prédateur sexuel en série, Ahmed Bassam Zaki, d'avoir harcelé et agressé pendant des années des dizaines de filles tout en bénéficiant de l'immunité institutionnelle ; à l'affaire Basant, une jeune femme agressée par des dizaines d'hommes dans les rues de la ville de Mit Ghamr, au cœur du delta du Nil, qui s'est battue pour obtenir justice contre les auteurs et leur avocat, qui l'avaient fait chanter et ont terni sa réputation ; sans oublier au célèbre incident du Fairmont, lorsqu'un groupe d'hommes bien connectés ayant commis un viol collectif en 2014, a été acquitté sans procès, malgré de nombreuses preuves contre eux et une campagne juridique d'un an, pour les traduire en justice. Dans toutes ces affaires, les campagnes féministes en ligne ont joué un rôle important en attirant l'attention sur la prévalence d'une culture de la violence sexuelle en Égypte, qui touche toutes les classes sociales. Sous l'impulsion d'une nouvelle génération de féministes qui n'ont pas peur de donner des noms ou de s'attirer des ennuis pour leur solidarité avec les victimes, un nouveau contre-public a émergé, tant dans la réalité que sur Internet, avec des débats animés autour de la violence de genre et des formes de justice féministe à rechercher à la lumière des structures patriarcales de l'État et de la société.

PARADOXES DU MOUVEMENT

L'avenir de cette vague d'activisme féministe est encore en plein essor. Cependant, il existe un certain nombre de paradoxes internes et externes qui définissent et confrontent ce mouvement. Le premier est celui de la signification même du féminisme. Alors qu'un nouveau discours féministe autour de l'autonomie corporelle est largement débattu en Égypte, il semble y avoir plusieurs « féminismes » qui sont parfois en contradiction les uns avec les autres. Un des principaux courants se concentre sur l'autonomisation individuelle et la nécessité pour les femmes de « lutter pour leurs droits ». Ce genre de féminisme individualiste est représenté par des récits personnels d'autonomisation par le travail, l'indépendance et la loi comme outils d'émancipation des femmes. Ce discours, largement diffusé par des femmes influentes et des plateformes féministes en ligne, promeut le salut individuel par la sensibilisation et l'autonomisation, mais ne traite pas de la nature coercitive de la structure sociale et politique qui renforce les normes sociales de genre dominantes dans la société égyptienne. Il est ironique que l'État autoritaire encourage et célèbre ce courant particulier du féminisme, tout en attaquant les femmes, qui sont considérées comme défiant les valeurs familiales traditionnelles d'une manière qui va trop loin.

Les campagnes féministes en ligne jouent un rôle essentiel pour attirer l'attention sur la prévalence d'une culture de la violence sexuelle, qui touche toutes les classes sociales

On peut citer l'arrestation de témoins clés dans l'affaire Fairmont, ainsi que plusieurs jeunes *influencers* de TikTok, qui ont été poursuivies pour immoralité et trafic d'êtres humains en Égypte. D'autre part, on assiste à l'émergence d'une conscience féministe collective, qui souligne l'importance d'une organisation féministe plus large, qui est par nature une forme d'action politique, la solidarité féministe étant son action principale. Il reste à déterminer si cette action féministe collective peut évoluer au-delà d'une campagne ponctuelle, pour devenir un mouvement organisé et collectif visant à créer des changements plus larges dans la société et pouvant produire de nouvelles subjectivités féministes, qui pourraient être intrinsèquement politiques.

Le deuxième paradoxe est directement lié au premier : la relation de ce mouvement croissant avec l'État. Compte tenu de la répression politique croissante en Égypte, d'importantes sections du mouvement cherchent à dépolitiser les questions relatives aux femmes et à formuler, à leur place, des demandes directes fondées sur les droits, à l'État et à ses agences. D'autres féministes insistent sur le fait que les conditions structurelles des femmes en Égypte n'ont été, dans une large mesure, qu'une simple extension de la relation de l'État postindépendance avec les femmes, une relation dans laquelle celles-ci étaient souvent considérées comme les gardiennes de l'essence culturelle de la nation. Ainsi, malgré l'essor du mouvement féminin contemporain, la capacité des féministes à inscrire réellement ces droits à l'ordre du jour politique, reste limitée pour un certain nombre de raisons, notamment la nature du projet étatique postindépendance et son incapacité et sa réticence à créer des canaux institutionnels permettant aux femmes de renégocier leurs droits. En outre, le climat politique répressif qui prévaut en Égypte depuis 2013 signifie que l'État, en tant qu'arène pour l'activisme des femmes, reste non seulement fermé, mais largement hostile aux principales revendications féministes. Les liens historiques puissants entre le projet étatique nationaliste et les rôles attendus des femmes ont abouti à la situation contradictoire actuelle dans laquelle se trouvent les Égyptiennes : alors que le discours officiel de l'État encourage – du moins théoriquement – l'obtention de plus de droits publics (éducation, travail et participation politique), les femmes continuent de faire face à des formes sévères d'inégalité de genre, dans la sphère privée du foyer et de la famille (Ahmed Zaki, 2015). De plus, la violence dans la sphère publique a augmenté en raison de cette contradiction inhérente entre les rôles des femmes dans les sphères publique et privée, une contradiction que l'État égyptien postcolonial n'a non seulement jamais résolue, mais a en fait perpétuée.

Troisièmement, le mouvement féministe égyptien émergent doit assumer la question de l'intersectionnalité. Ici, le féminisme intersectionnel n'est pas seulement une question d'identité, mais une valeur fondamentale pour établir l'agenda. Le féminisme fait-il partie d'un mouvement plus large qui remet en question les rôles de genre et l'hétéronormativité, en tant qu'éléments centraux du patriarcat contemporain en Égypte, ou est-ce un mouvement exclusivement destiné à ceux dont l'identité de genre est la femme ? Cette question d'un mouvement inclusif est de plus en plus urgente, car des questions telles que les crimes d'honneur, les mutilations génitales féminines (MGF), les tests de virginité forcés, l'éducation sexuelle, les réformes du Code pénal visant à garantir la reconnaissance juridique de l'autonomie sexuelle des femmes, et les droits humains des personnes LGBTQI+ sont devenues plus imbriquées que jamais, unies face à un régime politique qui a déclaré la préservation des valeurs familiales égyptiennes comme l'un de ses principaux outils de contrôle social et politique de la sphère publique. La poursuite des manifestations publiques de ce que les agents de l'État considéraient comme de l'« indécence » fait courir un risque croissant aux femmes et aux personnes LGBTQI+. Néanmoins l'inclusion et l'intersectionnalité n'incluent pas seulement l'orientation sexuelle, mais aussi les systèmes d'oppression imbriqués qui entraînent la continue privation capitaliste des droits des femmes et des hommes. Au fur et à mesure que des femmes de différents horizons rejoignent ce mouvement en ligne en pleine expansion, la nécessité d'une optique intersectionnelle et d'un plan d'action se fait plus pressante, afin d'éviter la cooptation de ce mouvement par le régime militaire néolibéral. Le passage des « droits des femmes » à la « contestation de genre » et à une subjectivité et une agence collectives multidimensionnelles, semble être un point de division parmi les jeunes groupes et plateformes féministes, et le passage au féminisme intersectionnel vient plutôt de ceux qui considèrent que les luttes de genre et de classe sont entrelacées.

Il existe un mouvement féministe émergent en Égypte, qui s'inspire du lexique mondial et des outils du contexte local, et qui est actuellement engagé dans une relecture critique de ce que signifie le féminisme, dans l'Égypte contemporaine. La vague actuelle d'activisme pourrait être le prélude à une future mobilisation féministe plus large, qui ne s'appuie ni sur les structures organisationnelles conventionnelles telles que les ONG, ni sur les connexions transnationales et mondiales, mais sur un mélange clair des deux. Cela pourrait aider une nouvelle génération d'activistes féministes à changer radicalement le discours et l'agenda des droits des femmes à l'avenir. /